



ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026
DECISION MODIFICATIVE N°1 BP 2025

Séance du 7 novembre 2025

Intervention de Marie-Louise GOURDON
Groupe Environnement et Solidarités

Monsieur le président,

Mes chères et chers collègues,

Les orientations budgétaires arrivent tôt cette année, l'an dernier elles avaient été présentées le 17 janvier. Les perspectives au niveau national étaient incertaines tout comme elles le sont aujourd'hui.

Au niveau local, en revanche, l'horizon s'éclaircit en cette fin d'année 2025 qui voit l'achèvement de l'important programme consacré à la reconstruction des vallées suite à la terrible tempête Alex d'octobre 2020. Sur ces 5 dernières années ce sont presque 328 M€ qui ont été inscrits au budget du département sur ce programme.

Cet effort important et nécessaire avait représenté en 2021, 43 % des investissements hors dette de notre collectivité, en 2025, il en représente 4 %. On peut féliciter les services. La page des réparations se tourne mais nous savons tous ici que dès demain une catastrophe peut se produire dans un département aussi fragile et soumis aux risques naturels, accentués par le réchauffement climatique. Comment prévenir, anticiper suffisamment ? Quels moyens y consacrer ? Ce sont les défis que nous devons collectivement relever et notre département dispose d'une puissance financière conséquente qui doit nous permet de nous y préparer.

Les orientations budgétaires 2026 sont basées sur des prévisions de recettes relativement confortables au regard de ce qui se passe dans d'autres départements.

La situation est plus enviable ici.

La fin de l'année 2025 s'annonce financièrement plutôt bonne au point de vue des recettes de DMTO qui devraient être réalisées à hauteur de 530 M€, le niveau qui était prévu au BP. C'est une bonne nouvelle après deux années de baisse.

Pour 2026, vous prévoyez 570M€ de recettes DMTO en 2026, il s'agit d'un montant d'encaissement qui n'a été dépassé que lors des deux années exceptionnelles de 2021 et 2022.

Vous avez fait le choix de ne pas en augmenter le taux en 2025 et pour 2026 ce n'était pas nécessaire. Mais il faut se rappeler qu'en 2014 vous aviez porté ce taux à son niveau le plus haut, 4,5%, générant ainsi une progression des recettes de 213 M€ entre l'année 2014 et 2025, soit +67 %.

A l'époque l'augmentation autorisée du taux devait aider les départements à couvrir les dépenses sociales non totalement compensées par l'Etat.

Dans les Alpes-Maritimes entre l'année 2014 et 2025, les dépenses sociales n'ont progressé, elles, de 106 M€ +21 %.

Vous prévoyez un montant de recettes de 1.5 Millard en fonctionnement et 125 M€ en investissement, soit 1 625 Millions contre 1591 M€ en 2025, en hausse de 2.1%

Votre document indique que les dépenses de fonctionnement retraitées (hors intérêts, hors fonds de péréquation, hors Métropole, et hors sur-fiscalisation) s'élèveront à 1 070,1M€ en 2026. Nous verrons le chiffre global au budget.

Vous maintenez des investissements à 230M€ et la poursuite du désendettement de notre collectivité pour 5 M€ en 2026. Le stock de dette selon vos ratios budgétaires est encore de 815.9 M€ actuellement.

Nous attendrons le budget pour avoir des données plus précises.

Concernant les politiques publiques.

Dans la lecture des orientations des politiques publiques et particulièrement dans la partie solidarités humaines du ROB et des rapports qui l'accompagnent, je ressens un manque, d'empathie, de fond ... ?

Je perçois juste une énumération mécanique des différents secteurs :

Personnes âgées et en situation de handicap, enfance famille, éducation, routes, RSA ...

Très peu de prévisions chiffrées, sauf celles du RSA où vous annoncez encore des chiffres à la baisse. Aurait-on éradiqué la pauvreté dans notre département ? Ou appliquons-nous une politique de suspensions radiations radicale en parallèle à la politique d'insertion ?

Dans le domaine des solidarités, nous trouvons la poursuite des programmes mais assez peu d'orientations nouvelles.

Nous apprécions votre soutien aux associations et aux communes.

Pour les Personnes âgées on note un projet d' Ehpad à Gorbio, le développement de l'habitat inclusif d'ici 2033 avec 36 projets retenus ... mais il manque des chiffres face au défi que représente le vieillissement de la population.

Je ne trouve pas mention d'une politique dirigée vers les jeunes

J'aimerais trouver mention d'actions pour lutter contre les violences familiales, intra familiales, violences sexuelles, conjugales, la protection des enfants témoins de ces violences ?

Sur le SMART Deal, nous notons de belles avancées dans tous les domaines.

Nous souhaitons mettre en avant des points de vigilances sur le choix

Le rapport autonomie et smart deal apporte une information sur l'apport de l'IA dans la sécurité des personnes âgées. C'est l'utilisation d'un système anti chutes dans les Ehpad, le système Vayyar.

Deux remarques à ce propos :

La première est une réflexion que chacun peut se faire sur l'équilibre à trouver entre l'utilisation des robots et de l'intelligence artificielle d'un côté et la préservation de la relation humaine et des emplois de l'autre.

Le système d'alerte sur les chutes est efficace et permet d'intervenir tout de suite. C'est très positif et ça améliore le travail des personnels.

Cependant, à terme n'y aura-t-il pas moins d'emplois ?

Nous connaissons par ailleurs la difficulté à recruter dans les Ehpad pour ces emplois.

C'est la grande réflexion qui accompagne aujourd'hui le développement rapide et exponentiels de l'IA dans tous les domaines du monde du travail.

Nous devons rester extrêmes vigilants sur cet équilibre.

Il y a un autre point de vigilance dans la politique smart deal, c'est l'utilisation du système Starlink, qui est une production américaine bien connue de SPACE X, du non moins connu Elon Musk.

Très étonnée, j'ai cherché s'il y avait une alternative européenne. Elle est en cours de finalisation, c'est Iris2. Et en attendant, la France a développé le système OneWeb avec Eutelsat.

Je ne vais pas épiloguer sur ce sujet hautement stratégique dans la situation mondiale actuelle. Mais, je souhaite attirer votre attention sur la nécessité de ne pas nous engager sur une longue durée afin de pouvoir se désengager au moment où une solution européenne sera prête et efficace.

Je souligne cela parce que vous défendez, régulièrement et nous en sommes d'accord par ailleurs, la souveraineté numérique et la proximité.

Toujours sur le smart deal, l'affiliation à TETRA réseau indépendant de communication téléphonique en cas de crise majeure type tempête Alex qui nous a laissés sans moyens de communication. C'est une bonne décision. Ce système est-il lié à la mise en place de starlink ?

Notre propos ici est un appel à la vigilance : Equilibre humain / IA, et souveraineté numérique.

Dans le domaine du GREEN Deal, on ne retrouve plus vos ambitions concernant l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique.

Monsieur le Président, le ROB ne reflète pas vos préoccupations.

Nous trouvons dans ce ROB la continuité de la gestion de nos parcs naturels, la maison de la nature, les sentiers de randonnée, des animations pour la biodiversité, des pistes cyclables plutôt

pour le vélo tourisme, des itinéraires randonnés, mais pas d'allusion au réchauffement climatique ni à un plan pour le réduire et s'y adapter.

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de rappeler à quel point la situation est cruciale.

Oserais-je citer un ancien président qui a dit : Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ?

La lutte contre la production de CO2 est prioritaire

Pour l'énergie, économie d'énergie et production propre vous avez créé la Sem energy06 qui avance sur des projets.

Vous aviez lancé deux aides aux particuliers efficaces : pour l'achat des voitures électriques, 860 foyers, et pour l'équipement en panneaux photovoltaïques, 969 foyers équipés. C'était un bon pas en avant ! Vous l'avez arrêté l'année dernier parce que des entreprises abusaient du dispositif. Peut-être fallait-il chercher une solution à cela plutôt que de tout arrêter ?

Pour réduire la production de CO2, le développement de l'usage du vélo domicile-travail apparaît comme un élément capital.

Nous demandons l'élaboration un plan vélo spécifique pour l'usage domicile-travail, en liaison avec les entreprises et les bassins d'emplois. Les intercommunalités ont des projets, mais il faut un effort beaucoup plus important pour créer plus de voies cyclables sécurisées. Pourrions-nous en faire une priorité ?

J'en viens au dernier point manquant dans le ROB : pas une ligne sur l'agriculture, l'alimentation.

La souveraineté alimentaire devrait être une priorité dans notre département où nous n'avons que 2 jours et demi d'autonomie !

Vous ne parlez pas des projets en cours des 3 fermes départementales. Ni de l'évolution en SCIC de la plateforme 06 A TABLE. Pourtant ça avance...

Où en sommes-nous réellement ?

Autre inquiétude de notre part, le mot bio a disparu !

Nous ne le trouvons ni dans le ROB, ni dans les rapports, sauf dans l'aide aux installations d'agriculteurs, ni même dans la restauration scolaire !

C'était pourtant une promesse : 50% de bio dans les assiettes des collégiens en 2026.

Dans le rapport du développement durable on se contente d'afficher péniblement un objectif de 25%. Tout juste l'obligation de loi Egalim !

Et pourtant manger bio ce n'est pas une affaire de bobos, c'est une affaire de santé publique.

En somme, vos Orientations Budgétaires nous laissent sur notre faim.